LE PEN: TÊTE BASSE ET MAINS DANS LA CAISSE

RÉVOLUTIONNAIRES

(31) 3 AVRIL 2025 - 2€ - LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

Marine Le Pen se prend la « prison ferme » qu'elle réclame pour d'autres!

L'arme de l'inéligibilité devra être utilisée avec beaucoup plus de rigueur », écrivait Marine Le Pen en 2012... La voilà prise au mot, avec une condamnation à quatre ans de prison dont deux ferme et cinq années d'inéligibilité. Et les cadres du RN de venir aboyer sur les plateaux en défense de leur patronne. Quand de grosses pointures de la bourgeoisie tombent sous le coup de leur propre justice, ça crie au scandale. Un retour de bâton pourtant réjouissant!

Car Marine Le Pen est reconnue coupable d'avoir détourné de l'argent public, 4 millions d'euros, pour faire tourner son parti et avoir fait croquer les fidèles, la famille et les copains. Sa sœur, sa belle-sœur, son ex, son assistante, tous étaient rétribués entre 5000 et 9000 euros pour des tâches dont ils ne s'acquittaient pas. Le Pen payait même le majordome de papa avec l'argent du Parlement. Imaginons la réaction de tout ce beau monde si un jeune ou un simple travailleur volait 4 millions d'euros!

Et pourtant, de l'extrême droite à la gauche, en passant par Bayrou qui s'est dit « troublé », tous viennent au secours de Le Pen. Même Mélenchon, en déclarant que « la décision de destituer un élu devrait revenir au peuple ». Mais c'est tout vu pour beaucoup, ce culot à se dire championne du droit et de l'ordre... et à s'asseoir dessus!

SUITE PAGE 2 >>





SITE WEB: npa-revolutionnaires.org | INSTAGRAM | X (TWITTER): @npa_revo | YOUTUBE: @npa.revolutionnaires

COUPES BUDGÉTAIRES, HAUSSE DES BUDGETS MILITAIRES : L'OPPOSITION ÉTUDIANTE À LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT PREND DE L'AMPLEUR

Avec plus de 2000 étudiants dans la rue à Paris, 500 à Lille et Bordeaux le 27 mars – deux semaines après la première journée nationale de mobilisation – l'agitation étudiante se renforce dans les campus comme dans la rue, malgré les manœuvres des présidences qui multiplient les lock-outs dans les universités.

L'AGITATION POLITIQUE NE FAIBLIT PAS, BIEN AU CONTRAIRE!

À l'université Bordeaux Montaigne, la mobilisation a passé un cap et continue de faire tache d'huile. Mercredi 19 mars, 1 500 étudiants réunis en assemblée générale décident aux deux tiers de bloquer le campus pour affirmer leur détermination à s'opposer aux coupes budgétaires, tout en dénonçant l'hypocrisie d'une présidence d'université qui assure combattre les coupes budgétaires mais tente de monter le personnel et les professeurs contre les étudiants mobilisés. Dans la foulée d'une tentative d'intimidation policière lundi 24 mars à 4 heures du matin, plus de 500 étudiants ont envahi les salles de cours et vidé méthodiquement meubles et

chaises sous les yeux ébahis du personnel et des professeurs assistant à un blocage massif, fait au grand jour, tandis que la direction a imposé une fermeture administrative – dans la foulée de Rennes 2. L'occupation du campus Montaigne a libèré les énergies des jeunes « militants de la mob'» partis du coup débrayer le campus voisin aux cris de « Montaigne, Montesquieu, même combat! Contre la sélection, et le patronat! » avant de s'organiser dans une « commission extérieure » pour remettre ça les jours suivants, jusqu'à l'organisation d'une manifestation conjointe avec le personnel et les professeurs en direction du centre-ville: la colère doit se propager!

ON A MILLE RAISONS DE SE BATTRE

Dans les slogans des manifestations, on reconnaît la détermination d'une jeunesse qui refuse d'être sacrifiée sur l'autel des profits (100 milliards pour les actionnaires en 2024) ou de « l'Europe de la défense » (plus de 400 milliards prévus pour l'industrie militaire d'ici 2030). Les étudiants expriment leur opposition à toute la politique du gouvernement : elle ne s'arrête pas au refus de l'augmentation des frais d'inscription à l'université, elle manifeste encore son soutien à la Palestine ou aux jeunes expulsés de la Gaîtée-Lyrique. À Rouen, c'est le



campus de droit – pourtant pas un habitué des manifs – qui s'insurge contre la présence d'un prof raciste dont le comportement a contribué à pousser un étudiant étranger au suicide et contre une administration qui le couvre, sous couvert de « neutralité ». Comme si la neutralité existait dans une société d'exploitation, où les universités – comme le reste des services publics – obéissent à la loi des profits.

CONTINUONS D'ÉTENDRE NOTRE MOBILISATION : TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 3 AVRIL AVEC LES TRAVAILLEURS DE LA FONCTION PUBLIQUE !

Quand l'ambiance se réchauffe dans de nombreuses facs (Bordeaux, Lille, Rouen, région parisienne), il faut battre le fer tant qu'il est chaud : des étincelles peuvent générer d'autres départs de feu. L'intersyndicale de la fonction publique appelle le 3 avril à une journée de mobilisation, les étudiants mobilisés doivent se servir de cette occasion pour tisser des liens avec les travailleurs qui seront en grève et exprimer largement dans la rue leur opposition au gouvernement. Une colère qui pourrait être bien contagieuse...

STEFAN INO • 01/04/2025

Moins d'argent pour les lycées... mais plus de policiers!

ne circulaire de Borne et Retailleau, transmise le 26 mars aux préfets de toute la France, autorise désormais les fouilles des sacs des lycéens par les policiers devant leur établissement, pour répondre aux faits divers d'agression entre lycéens (dont un qui en est mort). Mais ces fouilles n'empêcheront pas ces drames de se produire à nouveau. Mettre fin aux violences dans les lycées supposerait de mettre les moyens matériels et humains pour ces jeunes, soit l'opposé de la politique du gouvernement. Quand on voit la brutalité avec laquelle la police réprime les blocus (comme à Diderot ou Turgot à Paris), on peut légitimement douter que leur présence limite les violences. En plus de répondre aux faits divers par de la démagogie, il s'agit surtout d'intimider les jeunes et de les mettre au pas. Si le gouvernement prétend que ces fouilles se feront « au hasard », ce seront très certainement les lycées des quartiers populaires qui seront prioritairement visés. Le gouvernement continue à fouiller dans les idées et le programme du RN.

ROBIN KLIMT • 01/04/2025

La mobilisation s'organise également dans les professions artistiques et les écoles d'art! Jeudi 20 mars, les professionnels de la culture se sont mobilisés dans 21 villes à l'appel de l'intersyndicale « Cultures en lutte ». À Paris, 6 000 personnes ont ainsi défilé jusqu'au Conseil d'État.



Sur le campus de la fac Pasteur à Rouen, le racisme ne passera plus!

epuis plus de trois semaines, la mobilisation ne retombe pas au campus Pasteur à Rouen suite à la colère qui a explosé après la tentative de suicide d'un étudiant, harcelé par un enseignant raciste, Sprimont (voir *Révolutionnaires* n° 30). La semaine dernière, plus de 600 étudiants ont manifesté dans les rues et dans la fac, intervenant dans les amphis pour rallier leurs camarades.

La présidence de l'université avait organisé le même jour une conférence de presse pour tenter de désamorcer la situation, dans le secret, loin des oreilles des étudiants mobilisés. Mais les étudiants y sont allés s'inviter en cortège et ont été tenus dehors par la sécurité. Depuis le début, la présidence affiche son mépris, elle dit vouloir « ouvrir le dialogue » mais elle tente d'imposer un dialogue à sens unique...

Les étudiants n'acceptent pas qu'on muselle leur voix et se réunissent deux fois par semaine en assemblée générale. Dans les discussions, on remarque immédiatement que la situation dépasse le simple cas d'un enseignant raciste isolé, le problème est systémique, l'enseignant est coupable, l'université est coupable par sa politique d'omerta, la société est coupable parce qu'elle entretient le racisme. La fac renvoie à son soi-disant « devoir de neutralité » et à la justice bourgeoise... Mais on voit bien qu'alors qu'il y avait des signalements depuis six mois, rien n'avait été fait, alors qu'en trois semaines la colère organisée a déjà réussi à faire suspendre les cours de Sprimont!

Le cas de Pasteur n'est pas isolé, toutes les facs sont confrontées à des cas similaires, sur fond de montée générale du racisme, et d'ailleurs ça parle en AG d'étendre la mobilisation, de recenser ces cas pour lutter collectivement à grande échelle.

Le racisme est bien loin de se cantonner aux facs, Rouen en est le triste témoin. La préfecture refuse de fournir papiers, logements et scolarisation aux mineurs isolés constitués en collectif. Pour pouvoir gagner, il est important d'unir ces luttes, de créer autant de liens que possible entre les mineurs isolés et la lutte antiraciste à la fac. Lundi 31 mars, une manifestation a été organisée à l'initiative des mineurs isolés avec les étudiants mobilisés, avec l'idée de finir devant le conseil métropolitain où siège toujours Sprimont pour exiger des comptes.

Le racisme n'a pas sa place dans nos facs, ni dans la société, nous devons le combattre partout, tous et toutes ensemble!

CORRESPONDANTS • 31/03/2025

POUR SUIVRE LES ACTIONS DU CUAR :

Instagram : @cuar.rouen_ >>





